

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1975-1976

30 OCTOBRE 1975

**Projet de loi contenant le budget des Services du
Premier Ministre pour l'année budgétaire 1976.**

**Projet de loi ajustant le budget des Services du
Premier Ministre de l'année budgétaire 1975.**

Crédits Environnement.

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ENVIRONNEMENT
PAR M. SONDAG**

A l'occasion de l'examen des crédits « environnement » du projet de loi contenant le budget des services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1976, votre Commission a consacré deux réunions à la politique de l'environnement telle qu'elle peut être coordonnée par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Saint-Remy, président; Aerts, Basecq, Bertels, Bossicart, De Seranno, Donnay, Février, Lahaye, Mme Lassance-Hermant, MM. Mesotten, Payla, Mme Staels-Dompas, MM. Van der Aa, Vanhaegendoren, Mme Van Hees-Julliams, MM. Van In et Sondag, rapporteur.

Suppléants : MM. Dhooge et Smeers.

R. A 10251

Voir :

Documents du Sénat :

5-V + ann. (1975-1976) :

N° 1 : Projet de loi;

N° 2 et 3 : Rapports.

R. A 10252

Voir :

Document du Sénat :

6-V + err. (1975-1976) : N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1975-1976

30 OKTOBER 1975

**Ontwerp van wet houdende de begroting van de
Diensten van de Eerste Minister voor het
begrotingsjaar 1976.**

**Ontwerp van wet houdende aanpassing van de
begroting van de Diensten van de Eerste
Minister voor het begrotingsjaar 1975.**

Kredieten Leefmilieu.

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET
LEEFMILIEU UITGEBRACHT
DOOR DE HEER SONDAG**

Naar aanleiding van het onderzoek van de kredieten « Leefmilieu » van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1976 heeft uw Commissie twee vergaderingen gewijd aan het milieubeleid, zoals dat kan worden gecoördineerd door de Staatssecretaris voor Leefmilieu.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : De heren Saint-Remy, voorzitter; Aerts, Basecq, Bertels, Bossicart, De Seranno, Donnay, Février, Lahaye, Mevr. Lassance-Hermant, de heren Mesotten, Payla, Mevr. Staels-Dompas, de heren Van der Aa, Vanhaegendoren, Mevr. Van Hees-Julliams, de heren Van In en Sondag, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Dhooge en Smeers.

R. A 10251

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-V + bijlagen (1975-1976) :

N° 1 : Ontwerp van wet;

N° 2 en 3 : Verslagen.

R. A 10252

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

6-V + err. (1975-1976) : N° 1 : Ontwerp van wet.

A. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT

Les problèmes d'environnement restent au centre des préoccupations, tant sur le plan national, qu'international.

Parmi ceux-ci, existent par exemple le problème de la pollution atmosphérique transfrontières et de la pollution des cours d'eau internationaux importants.

A ce sujet, des réunions internationales intéressantes se sont tenues, l'an dernier, dans le cadre de la C.E.E. et de l'O.C.D.E., qui ont donné lieu à des conclusions très positives.

Comme membre éminent de la démocratie en Europe occidentale, où tout ce qui vit dans le pays doit s'exprimer au plus haut degré dans les optiques politiques du gouvernement, la Belgique entend mener une politique d'environnement efficace.

On peut se demander si, dans la période de crise économique que nous traversons, il est vraiment possible de mener une telle politique.

Il est peut-être exact, qu'à l'heure actuelle, il serait impossible de consentir des efforts financiers supplémentaires, bien que quelques points lumineux apparaissent à l'horizon.

La hausse des prix de la plupart des matières premières sur les marchés internationaux et de ceux des huiles minérales en particulier a éclairé les producteurs, y compris ceux qui croyaient obtenir à tout jamais du pétrole à un prix dérisoire.

Ils se demandent comment il est possible de limiter énergiquement l'utilisation de ces matières premières. Pour ce faire, les processus de production doivent, sans aucun doute, être modifiés profondément.

Selon certains, la production qui se réaliserait même dans l'absence absolue de déchets, ne serait pas utopique.

D'autres croient que par le circuit de production, il est possible d'obtenir des résultats appréciables.

A ce sujet, il est peut-être utile de s'en référer à « l'énergie totale » (« total energy »), principe selon lequel une entreprise produit sa propre énergie et ne rejette pas ses eaux de refroidissement, mais les emploie, par exemple, pour le chauffage de ses bâtiments.

N'oublions pas non plus que dans les centrales électriques classiques, on enregistre actuellement une perte de 60 p.c. de l'énergie utilisée.

Par l'application du principe de « l'énergie totale » ce pourcentage pourrait être réduit à 20 p.c.

La disparition d'une partie importante des déchets, tant des déchets gazeux que des déchets liquides et solides ainsi que de la pollution thermique, aurait des effets bénéfiques sur notre environnement.

A ce sujet, il faut souligner que le service de la politique scientifique consacre à ce problème d'actualité un programme d'impulsion très largement conçu.

A. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR LEEFMILIEU

De leefmilieuproblematiek blijft verder centraal staan, niet alleen op nationaal vlak, maar ook op het internationale plan.

Wat dit laatste betreft, is er bijvoorbeeld het vraagstuk van de grensoverschrijdende luchtverontreiniging en de vervuiling van de belangrijke internationale waterlopen.

Hieromtrent hadden het afgelopen jaar voor de eerste maal in het kader van de E.E.G. en de O.E.S.O. belangwekkende internationale bijeenkomsten plaats, waar men tot zeer positieve conclusies is gekomen.

Als vooraanstaande Westeuropese democratie, waarbij al hetgeen in het land leeft, in de hoogst mogelijke mate tot uiting moet komen in de beleidslijnen van de Regering, wil België een efficiënte leefmilieupolitiek voeren.

Men kan zich afvragen of in de huidige moeilijke economische periode een dergelijke politiek wel mogelijk is.

Het is wellicht juist, dat verhoogde rechtstreekse inspanningen op financieel vlak thans niet mogelijk zullen blijken, maar er doemen wel lichtpunten op in een andere hoek.

De stijging der prijzen van de meeste grondstoffen op de internationale markten en niet in het minst die van de minerale olie, heeft de ogen geopend van de producenten, ook van hen die geloofden in de spotgoedkope olie voor eeuwig.

Zij vragen zich af hoe men het grondstoffenverbruik drastisch kan beperken. Ongetwijfeld dienen hiervoor de productieprocessen grondig te worden gewijzigd.

Volgens sommigen zou zelfs de absoluut afvalloze productie niet geheel utopisch zijn.

Anderen geloven, dat via de « kringloopproductie » heel wat kan worden bereikt.

In dit verband is het wellicht nuttig te wijzen op de « total energy », waarbij een bedrijf zelf zijn eigen energie opwekt en nadien het koelwater niet loost, maar het aanwendt voor bijvoorbeeld verwarmingsdoeleinden.

Vergeten we hierbij ook niet dat thans in de klassieke elektriciteitscentrales tot 60 pct. van de gebruikte energie verloren gaat.

Bij toepassing van het beginsel van de « total energy » zou dit percentage tot 20 pct. kunnen worden beperkt.

Het verdwijnen van een zeer belangrijk gedeelte van het afvalpakket, zowel van de gasvormige als van de vloeibare en de vaste afval en van de thermische verontreiniging, zou het leefmilieu zeer gunstig beïnvloeden.

In dit verband dient te worden onderstreept dat de Dienst voor Wetenschapsbeleid een zeer ruim opgevat impulsprogramma wijdt aan dit zeer actueel probleem.

Au début de novembre prochain aura lieu à Genève, sous les auspices des Nations unies, une réunion consacrée à la production sans déchets.

Enfin, il y a lieu de souligner que le Gouvernement propose, en priorité, dans son plan de relance, la construction de stations d'épuration des eaux.

D'autre part, le problème actuel des déchets, sous tous ses aspects, économiques, écologiques, juridiques et techniques, a retenu l'attention toute particulière du Secrétariat d'Etat qui, à l'avenir, continuera à s'y intéresser spécialement.

Les résultats des différentes études sont très encourageants : pour permettre d'envisager, dans un avenir assez rapproché, une solution finale globale du problème de la pollution du sol.

Tous les facteurs doivent être examinés pour aboutir à des solutions optimales aussi bien pour l'économie que pour l'écologie.

♦♦

Au cours du mois de juin dernier, la société d'épuration des eaux du littoral et de l'Yser est devenue opérationnelle.

Les espoirs sont grands et on peut espérer que cette société prendra une part très importante dans la lutte contre la pollution des eaux de surface.

♦♦

En outre, il est réjouissant de pouvoir constater qu'au cours de l'exercice écoulé, le Secrétaire d'Etat à l'Environnement a acquis droit de cité. Il a été représenté dans la gamme très diversifiée de comités et de groupes de travail ministériels et autres et il fut donc à même de faire entendre son point de vue, également par la voie de ces organismes.

En même temps, les avis du Secrétariat à l'Environnement ont été systématiquement et volontairement demandés par la voie écrite.

Sur le plan international, le Secrétariat à l'Environnement a représenté la Belgique, là où la problématique internationale de l'environnement fut à l'ordre du jour.

D'autre part, dans un certain nombre de cas concrets importants, le Secrétariat d'Etat à l'Environnement a constitué un apport positif et il a contribué à trouver une solution favorable.

Entretemps, il a continué à se consacrer à sa tâche principale, c'est-à-dire à donner une réponse à la question « Quelles sont les structures qu'il faudra prévoir à l'avenir en vue d'assurer une politique cohérente et efficace de l'environnement dans notre pays ? »

A cet égard, il n'exclut à priori aucune possibilité, allant du minimum jusqu'au maximum, c'est-à-dire d'un office de l'environnement à un ministère à part entière.

Aanvang november aanstaande zal trouwens te Genève onder auspiciën van de Verenigde Naties, een bijeenkomst worden gewijd aan de productie zonder afval.

Tenslotte mag hier wel worden onderstreept dat de Regering in haar relanceplan de bouw van waterzuiveringsstations prioritair stelt.

Anderzijds heeft meer vlakbij, het huidige afvalprobleem in al zijn economische, ecologische, juridische en technische aspecten, de aandacht van het Staatssecretariaat bijzonder bezig gehouden en zal het dit ook in de toekomst blijven doen.

De resultaten van verscheidene studies zijn zeer hoopgevend, om binnen afzienbare tijd tot een totale eindoplossing van het probleem van de bodemverontreiniging te komen.

Alle factoren dienen hierbij te worden onderzocht ten einde tot de economisch en ecologisch meest optimale oplossingen te komen.

♦♦

De waterzuiveringsmaatschappij voor het bekken van de kust en de IJzer, is in de maand juni operationeel geworden.

De verwachtingen zijn hoog gespannen; men mag inderdaad verhoppen dat deze maatschappij een belangrijke rol zal spelen in de strijd tegen de verontreiniging van de oppervlaktewateren.

♦♦

Het is tevens verheugend te kunnen vaststellen, dat gedurende het afgelopen begrotingsjaar, het Staatssecretariaat voor Leefmilieu burgerrecht heeft gekregen. Het was vertegenwoordigd in de ruime reeks van ministeriële en andere werkgroepen en comités, en het heeft dus via deze instellingen zijn standpunten eveneens kunnen kenbaar maken.

Terzelfder tijd werd het schriftelijk advies van het Staatssecretariaat voor Leefmilieu systematisch en vrijwillig gevraagd.

Op het internationale vlak heeft het Staatssecretariaat voor Leefmilieu België vertegenwoordigd, daar waar de internationale leefmilieuproblematiek aan de orde van de dag was.

Anderzijds heeft het Staatssecretariaat voor Leefmilieu, in een aantal belangrijke concrete gevallen, een positieve inbreng geleverd en heeft het bijgedragen tot het vinden van een gunstige oplossing.

Intussen heeft het zich verder gewijd aan zijn voornaamste taak, namelijk een antwoord te geven op de vraag : « welke structuren zijn in de toekomst nodig om een samenhangend en doeltreffend leefmilieubeleid in ons land te kunnen voeren ? »

In dit opzicht sluit het a priori geen enkele mogelijkheid uit, gaande van het minimum tot het maximum, namelijk van een dienst voor het leefmilieu tot een volwaardig ministerie.

A cette fin, il y a lieu de ratisser la structure complète de chaque département existant, afin de repérer partout les éléments relatifs à l'environnement.

Ensuite, la synthèse de ces subdivisions de l'environnement sera faite.

On avait espéré que ce travail volumineux serait terminé pour le 15 octobre 1975. Ceci c'est cependant avéré impossible, par le fait que des renseignements supplémentaires devaient encore être demandés à et fournis par un certain nombre de départements.

A ce sujet, le Secrétaire d'Etat a souligné une fois de plus l'éparpillement des compétences.

Pour le problème de la pollution atmosphérique, par exemple, quatre laboratoires de l'Etat peuvent être compétents (Affaires économiques, Emploi et Travail, Santé publique et l'Agriculture).

Il est clair que, selon que l'équipement de ces laboratoires est moderne ou vétuste, les résultats des analyses peuvent être très divergents.

Le Secrétaire d'Etat n'a pas voulu terminer sa très brève introduction sans remercier ses collègues du Gouvernement qui ont une partie de la politique de l'environnement dans leurs compétences.

Malgré les restrictions budgétaires ils n'ont, à aucun moment, pensé à réduire le volet « Environnement » dans leur budget.

De son côté, le Secrétariat d'Etat à la Politique scientifique a prié récemment le Secrétariat d'Etat à l'Environnement d'examiner la liste de ses programmes d'environnement afin de vérifier si tous étaient encore pleinement d'actualité et de proposer les compléments et les modifications nécessaires.

Il existe d'ailleurs un contact permanent entre les différents départements qui ont certaines activités d'environnement (notamment : l'aménagement du territoire, les nuisances de l'environnement, la conservation de la nature et la recherche scientifique) et le Secrétariat d'Etat à l'Environnement.

Le Secrétariat d'Etat fait réellement fonction de facteur de coordination, d'harmonisation et de stimulation.

Cela démontre que le Gouvernement est réellement conscient des problèmes de l'environnement.

En ce qui concerne le budget du Secrétariat d'Etat à l'Environnement il est frappant de constater qu'il ne prévoit que des frais de fonctionnement pour le cabinet, mais qu'aucun « poste important » n'y figure.

Ceci est dû à deux choses :

1. Le Secrétariat d'Etat à l'Environnement a essentiellement une mission d'étude; les résultats de ces études indiqueront la voie à suivre, à l'avenir.

2. La situation économique ne permet pas d'envisager, pour l'instant, des dépenses publiques tout à fait nouvelles.

Néanmoins on peut affirmer que le Secrétariat d'Etat a donné une impulsion nouvelle à la prise de conscience en

Met dit doel, dient de volledige structuur van elk bestaand departement te worden ontleed, ten einde overal de leefmilieu-elementen op te sporen.

Tot slot zal de samenvatting worden gemaakt van al deze bestaanddelen van het leefmilieu.

Er werd gehoopt dat dit zeer omvangrijk werk tegen 15 oktober 1975 zou klaar zijn geweest. Dit is echter onmogelijk gebleken, aangezien er nog aanvullende inlichtingen dienden te worden gevraagd aan en verstrekt door een aantal departementen.

Hierbij wees de Staatssecretaris nogmaals uitdrukkelijk op de versnippering van de bevoegdheden.

Voor het probleem van de luchtverontreiniging bijvoorbeeld kunnen vier verschillende rijkslaboratoria bevoegd zijn (Economische Zaken, Arbeid en Tewerkstelling, Volksgezondheid en Landbouw).

Het is duidelijk dat naargelang de uitrusting van deze laboratoria verouderd of modern is, de analysesresultaten zeer uiteenlopend kunnen zijn.

De Staatssecretaris wilde zijn zeer korte inleiding niet beëindigen, zonder zijn collega's van de Regering te bedanken, die een deel van de leefmilieupolitiek in hun bevoegdheid hebben.

Ondanks de budgettaire beperkingen, hebben zij er geen ogenblik aan gedacht, het leefmilieulink in hun begroting in te krimpen.

Het Staatssecretariaat voor Wetenschapsbeleid van zijn kant, verzocht het Staatssecretariaat voor Leefmilieu onlangs de lijst van zijn leefmilieuprogramma's te onderzoeken, ten einde na te gaan of ze nog alle volledig actueel waren en de nodige aanvullingen en wijzigingen voor te stellen.

Er is trouwens een bestendig contact tussen de verschillende departementen die bepaalde leefmilieu-activiteiten hebben (nl. de ruimtelijke ordening, de milieuhinder, het natuurbehoud en het wetenschappelijk onderzoek) en het Staatssecretariaat voor Leefmilieu.

Het Staatssecretariaat fungeert hier werkelijk als coördinerende, harmoniserende en stimulerende factor.

Het een en ander toont aan dat de Regering inderdaad milieubewust is.

Wat de begroting van het Staatssecretariaat voor Leefmilieu betreft, valt het wel op dat er enkel voorzien is in werkingskosten voor het kabinet en niet in zogenaamde « grote posten ».

Dit heeft twee oorzaken :

1. het Staatssecretariaat voor Leefmilieu heeft in hoofdzaak een studie-opdracht; de resultaten van deze studiën zullen de weg wijzen die in de toekomst zal dienen bewandeld te worden;

2. de economische toestand laat niet toe thans volledig nieuwe overheidsuitgaven te overwegen.

Desondanks mag worden vooropgezet dat het Staatssecretariaat een nieuwe impuls heeft gegeven aan het leef-

matière d'environnement et il n'est plus possible d'envisager une structure gouvernementale sans un titulaire pour l'environnement.

B. DISCUSSION GENERALE

Un membre souhaite que soit établi l'inventaire des articles budgétaires ayant un impact sur l'environnement et figurant dans d'autres budgets ministériels.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il a déjà sollicité cette information de la part de ses collègues. Tous n'ont pas encore répondu. Les résultats de cette première investigation relative à l'année 1975 sont repris en annexe.

Il convient toutefois d'observer que la notion « environnement » n'est pas considérée de la même façon par les différents départements ministériels. Cet aspect est d'ailleurs examiné de plus près dans l'étude relative aux structures futures pour la politique de l'environnement.

Dans le même ordre d'idées, un autre membre souhaite disposer d'un tableau reprenant les grands secteurs et les sous-secteurs (air, eau, terre, bruit, nature, etc.), ainsi que pour chacun les études et réalisations en fonction des besoins et des estimations financières.

Le même membre discerne en outre trois sortes d'action tendant à la promotion de l'environnement : tout d'abord, les mesures coûteuses; ensuite, celles qui ne coûtent rien; enfin, les mesures qui rapportent de l'argent. S'il est compréhensible que, dans certaines circonstances, les mesures coûteuses restent modestes, il n'y a aucune excuse en ce qui concerne la non-application des autres mesures.

Enfin, le même intervenant suggère que soit organisé un service téléphonique comparable au service 900 afin de permettre aux citoyens de signaler immédiatement les atteintes graves à l'environnement.

Le Secrétaire d'Etat fournira un document portant les priorités, les coûts prévisibles et les mesures non onéreuses que le Gouvernement envisage de prendre. Il examinera avec bienveillance la suggestion tendant à organiser un service téléphonique auquel la population pourrait faire appel lorsque de graves phénomènes de pollution se présentent.

C. QUESTIONS PARTICULIERES

1. Epuration des eaux de surface

Une partie importante des travaux a porté sur la protection des eaux de surface et, en particulier, sur la mise en place des sociétés et stations d'épuration de ces eaux.

Un membre désire être éclairé sur l'exécution de la loi du 26 mars 1971 relative à la protection des eaux de surface. La société de bassin côtier (Yser) a été installée et elle fonctionne. Qu'advient-il des sociétés des bassins hydrographiques de la Meuse et de l'Escaut ?

milieu-bewustzijn en niet meer kan worden weggedacht uit de regeringsstructuur.

B. ALGEMENE BESPREKING

Een lid vraagt naar een inventaris van alle begrotingsartikelen die van invloed zijn op het leefmilieu en die in de andere ministeriële begrotingen voorkomen.

De Staatssecretaris antwoordt dat hij zijn collega's reeds om die inlichtingen heeft verzocht, maar dat nog niet allen hebben geantwoord. De reeds beschikbare resultaten voor het jaar 1975 gaan als bijlage hierbij.

Immiddels dient te worden opgemerkt dat het begrip « leefmilieu » niet op dezelfde wijze wordt geïnterpreteerd door de verschillende ministeriële departementen. Dit aspect wordt trouwens nader onderzocht in een studie betreffende de toekomstige structuren van het milieubeleid.

In verband hiermee vraagt een ander lid om een schema waarin de grote sectoren en subsectoren (lucht, water, grond, geluid, natuur, enz.) worden aangegeven en ook de studies en verwezenlijkingen worden vermeld naargelang van de behoeften en de financiële ramingen.

Hetzelfde lid merkt op dat er drie soorten maatregelen ter bescherming van het milieu zijn : allereerst de maatregelen die veel geld kosten, vervolgens de maatregelen die niets kosten, en tenslotte de maatregelen die geld opbrengen. Hoewel hij er begrip voor heeft dat maatregelen die veel geld kosten in bepaalde omstandigheden aan de lage kant blijven, bestaat er geen enkele grond om de andere maatregelen niet toe te passen.

Tenslotte stelt dezelfde spreker voor dat een telefoondienst zou worden opgericht vergelijkbaar met de dienst 900, opdat de bevolking de gevallen van zware aantasting van het leefmilieu onmiddellijk kan melden.

De Staatssecretaris zal een document verstrekken waarin de prioriteiten, de te verwachten kosten en de weinig kostende maatregelen die de Regering voornemens is te nemen, worden vermeld. Hij is bereid het voorstel te onderzoeken om een telefoondienst in te stellen die de bevolking in staat stelt om zware verontreinigingsverschijnselen te melden.

C. BIJZONDERE VRAAGSTUKKEN

1. Zuivering van de oppervlaktewateren

Een groot gedeelte van de werkzaamheden had betrekking op de bescherming van de oppervlaktewateren en inzonderheid de oprichting van maatschappijen en stations voor waterzuivering.

Een lid vraagt opheldering over de uitvoering van de wet van 26 maart 1971 tot bescherming van de oppervlaktewateren. De maatschappij voor het bekken van de kust (IJzer) is opgericht en fungeert. Hoeveel staat het met de hydrografische bekkens van de Maas en de Schelde ?

Ce membre craint qu'un même cours d'eau soit assujéti à des normes différentes selon la région qu'il parcourt.

Un autre membre souhaite connaître comment et par qui seront financés les investissements requis pour les stations d'épuration et qui en supportera les frais d'exploitation.

En prolongement de cette question, un autre membre demande de quelle instance dépendront les collecteurs et les stations d'épuration.

Le Secrétaire d'Etat expose l'évolution régionale qui se dessine dans l'application de la loi du 26 mars 1971 relative à la protection des eaux de surface.

La structure initiale, à savoir une société par bassin hydrographique, a été abandonnée, à l'exception, bien sûr, de la société du bassin côtier qui a donc pu être érigée immédiatement, celle-ci fonctionnant complètement au sein de la même région.

Trois services régionaux ou régionalisés sont prévus : un service flamand, un service wallon et un service bruxellois. Chacun de ces services sera mis à la disposition ou dépendra du Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant cette compétence au niveau de la région correspondante. Le service flamand comprendra deux divisions : celle coïncidant avec la société du bassin côtier et l'autre s'occupant du reste de la région flamande.

Au niveau national, il y aura un service central qui dépendra du département de la Santé publique, ayant le service des « nuisances » dans sa compétence.

Quant au financement, certains règlements doivent encore être précisés, entr'autres dans le cadre de la nouvelle loi-programme, pour garantir l'établissement, l'exploitation et le fonctionnement des installations d'épuration des eaux, jusqu'au moment où les services d'exploitation seront opérationnels.

Le Secrétaire d'Etat confirme que dans le plan de relance du Gouvernement, la construction de stations d'épuration a été retenue comme étant prioritaire.

Les frais d'investissements et les subsides aux industries seraient à charge de l'Etat et inclus dans les enveloppes régionales suivant la clé de répartition adoptée pour tous les cas similaires : 51 p.c. pour la Flandre, 40 p.c. pour la Wallonie, 9 p.c. pour Bruxelles. Toutefois, ces crédits devraient être exclusivement consacrés aux investissements en stations d'épuration, sans possibilité de transfert.

Les frais d'exploitation seraient à charge de chaque région, les mécanismes de compensation devant encore être précisés.

Dans ce même esprit, les normes d'épuration devraient être identiques, quelle que soit la région traversée par le même cours d'eau.

En réponse à une intervention d'un autre membre, le Secrétaire d'Etat précise que la demande actuelle du secteur privé en subvention de stations d'épuration est très importante : elle s'élève à plus de 6 milliards, dont environ 50 p.c.

Dit lid vreest dat een zelfde waterloop aan verschillende normen zal worden onderworpen naargelang van het gewest waardoor hij stroomt.

Een ander lid vraagt hoe en door wie de investeringen voor de waterzuiveringsstations zullen worden gefinancierd en wie de bedrijfskosten zal dragen.

In verband hiermee vraagt een ander lid van welke instantie de collectoren en de waterzuiveringsstations zullen afhangen.

De Staatssecretaris schetst de evolutie per gewest als gevolg van de toepassing van de wet van 26 maart 1971 tot bescherming van de oppervlaktewateren.

Men heeft afgezien van de oorspronkelijke structuur, te weten één maatschappij per hydrografisch bekken, met uitzondering van de maatschappij voor het kustbekken, die onmiddellijk is opgericht aangezien zij volledig binnen een zelfde gewest kan functioneren.

Er is voorzien in drie regionale of geregionaliseerde diensten : een dienst voor het Vlaams gewest, een dienst voor het Waals gewest en een dienst voor Brussel. Ieder van die diensten zal ter beschikking worden gesteld van of afhangen van de minister of de staatssecretaris die bevoegd is voor het desbetreffende gewest. De dienst voor Vlaanderen zal uit twee afdelingen bestaan : die welke samenvalt met de maatschappij voor het kustbekken, terwijl de andere dienst bevoegd is voor de rest van het Vlaamse gewest.

Op landelijk vlak zal er een centrale dienst zijn die afhangt van het departement Volksgezondheid tot wiens bevoegdheid de dienst Milieuhinder behoort.

Met betrekking tot de financiering moeten bepaalde voorschriften nog nader worden uitgewerkt, onder meer in het kader van de nieuwe programmawet, voor de oprichting, de exploitatie en de werking van waterzuiveringsinstallaties tot het moment waarop de exploitatiediensten operationeel zullen zijn.

De Staatssecretaris bevestigt dat in het herstelplan van de Regering de bouw van zuiveringsstations prioritair is gesteld.

De investeringskosten en de subsidies aan de industrie zouden ten laste komen van de Staat en begrepen zijn in de kredieten voor de gewesten overeenkomstig de verdeelsleutel voor soortgelijke gevallen : 51 pct. voor Vlaanderen, 40 pct. voor Wallonië, 9 pct. voor Brussel, hoewel die kredieten uitsluitend bestemd zouden moeten zijn voor de investeringen in zuiveringsstations en niet voor overdracht in aanmerking mogen komen.

De bedrijfskosten zouden ten laste zijn van ieder gewest, maar de compensatieregeling moet nog nader worden uitgewerkt.

Ook de normen voor de waterzuivering zouden gelijk moeten zijn, ongeacht het gewest waar eenzelfde waterloop doorloopt.

In antwoord op een vraag van een ander lid verklaart de Staatssecretaris dat de huidige vraag van de particuliere sector naar subsidies voor zuiveringsstations zeer groot is : zij vertegenwoordigt meer dan 6 miljard, waarvan onge-

seront subsidiés en fonction des critères de l'arrêté royal du 23 janvier 1974, relatif à l'intervention de l'Etat dans l'investissement complémentaire auquel est tenue une entreprise industrielle déjà établie pour le traitement de ses eaux usées. Il examinera cependant les moyens d'accélérer la procédure actuelle.

En ce qui concerne les collecteurs, le Secrétaire d'Etat situera ultérieurement l'instance responsable, les compétences de certaines instances devant encore être délimitées.

Enfin un membre souligne la situation intenable de la rivière le Démer. Il exprime son mécontentement au sujet de la réponse qu'il a reçue à une question parlementaire concernant la pollution du Démer. Il n'admet pas qu'on lui demande de patienter jusqu'à ce qu'une étude sur un cas similaire en Hainaut soit terminée et il se réfère à une étude effectuée par le « Hoger Instituut voor Sociale Studiën », à Diest. Le même membre observe que la cause principale de la pollution de la Dyle se trouve dans les usines établies le long du cours supérieur de cette rivière, c'est-à-dire en Brabant wallon.

Un membre conteste que la cause principale de la pollution de la Dyle se trouve en Brabant wallon. En appui de ses propos, il cite des chiffres récents qui attestent d'une faible demande chimique ou biologique en oxygène, en amont de Wavre. Par contre, il serait intéressant de connaître la charge polluante, par exemple, en aval de Louvain, notamment sous l'influence des industries alimentaires. Le laboratoire de chimie et de biologie de l'eau de l'Université de Louvain-la-Neuve pourrait être utilement consulté.

Le Secrétaire d'Etat se déclare entièrement d'accord sur le fait que nos rivières doivent retrouver ... plus vite possible leur pouvoir auto-épurateur. Il fait remarquer à ce sujet que la santé des poissons est un indicateur de la qualité du milieu aquatique. Il déclare finalement qu'il soumettra le dossier du Démer et de la Dyle à un examen tout particulier.

2. Rôle des forêts

Un membre rappelant la distinction qu'il a apportée entre mesures onéreuses, gratuites et bénéficiaires pour les deniers publics situe la révision du code forestier parmi les mesures, estimant que le code forestier ne peut plus s'inspirer d'un point de vue purement économique, sans pour autant régionaliser ce code, pas plus que le code pénal. C'est dans ce contexte qu'il reproche au Ministre de l'Agriculture son hostilité à l'égard de la proposition de loi que l'intervenant a déposée concernant la révision du code forestier.

Un autre membre souligne, par contre, le caractère prioritairement productif de la forêt dans le sud du pays dont elle constitue une richesse économique à valoriser, sans exclure la fonction sociale de certaines parcelles boisées.

veer 50 pct. zal worden gesubsidieerd overeenkomstig de criteria van het koninklijk besluit van 23 januari 1974 betreffende de rijksbijdrage in de aanvullende investering waartoe een reeds gevestigde industriële onderneming voor de speciale behandeling van haar afvalwater verplicht is. Hij zal niettemin de mogelijkheid onderzoeken om de huidige procedure te versnellen.

In verband met de collectoren zal de Staatssecretaris pas later kunnen meedelen welke instantie verantwoordelijk is omdat de bevoegdheden van bepaalde instellingen nog niet omschreven zijn.

Ten slotte wijst een lid op de onhoudbare toestand van de Demer. Hij kan geen vrede nemen met het antwoord op zijn parlementaire vraag betreffende de verontreiniging van de Demer. Hij kan niet aannemen dat hem wordt gevraagd geduld te oefenen totdat een studie over een soortgelijk geval in Henegouwen beëindigd is en hij verwijst naar een onderzoek van het Hoger Instituut voor sociale studiën te Diest. Hetzelfde lid merkt op dat de voornaamste oorzaak van verontreiniging van de Dijle te vinden is bij de fabrieken langs de bovenloop van die rivier, d.w.z. in Waals-Brabant.

Een lid berwist dat de voornaamste oorzaak van de verontreiniging van de Dijle in Waals-Brabant ligt. Tot staving hiervan neemt hij recente cijfers die bewijzen dat stroomopwaarts, voorbij Waver, slechts een gering chemisch of biologisch tekort aan zuurstof is. Het zou daarentegen wenselijk zijn te vernemen hoe groot de vervuiling bij voorbeeld is stroomafwaarts voorbij Leuven, onder meer als gevolg van de voedingsindustrieën. Het laboratorium voor chemie en waterbiologie van de universiteit van Louvain-la-Neuve zou hierbij kunnen worden ingeschakeld.

De Staatssecretaris is het volledig eens met het feit dat onze rivieren hun zelfreinigend vermogen zo spoedig mogelijk moeten terugkrijgen. In dit verband merkt hij op dat de gezondheid van de vissen een aanwijzing is voor de kwaliteit van het watermilieu. Tot slot zegt hij een speciaal onderzoek te zullen wijden aan het dossier van de Demer en van de Dijle.

2. Rol van de bossen

Een lid herinnert aan het onderscheid dat hij heeft gemaakt tussen de maatregelen die geld kosten, de maatregelen die niets kosten en de maatregelen die geld in de openbare kas brengen en meent dat het Boswetboek tot die laatste maatregelen behoort. Het bos heeft immers geen zuiver economische functie meer en hij vraagt dat het Boswetboek wordt aangepast, hoewel het niet zijn bedoeling is het Boswetboek te regionaliseren, evenmin trouwens als het Strafwetboek. In dit verband verwijt hij de Minister van Landbouw zijn vijandigheid ten aanzien van zijn wetsvoorstel betreffende de herziening van het Boswetboek.

Een ander commissielid wijst daarentegen op het hoofdzakelijk produktieve karakter van het bos in het zuiden van het land, waarvan het een te ontginnen economische rijkdom vormt, zonder de sociale functie van bepaalde beboste percelen uit te sluiten.

Le Secrétaire d'Etat peut se rallier au point de vue qui exprime la nouvelle fonction principale du bois. Il poursuit que l'adaptation du code forestier et du code rural, après qu'elle eut obtenu l'approbation du comité ministériel des Affaires flamandes, est actuellement examinée par le comité ministériel des Affaires wallonnes. La coordination future se fera entre les Secrétaires d'Etat régionaux compétents et le Ministre de l'Agriculture.

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement fait remarquer ensuite que le Ministre de la Justice a introduit un projet de loi qui prévoit une répression sévère pour l'abandon des déchets en pleine nature.

3. Isolation des bâtiments

Un membre attire l'attention sur l'isolation insuffisante de nombreux complexes d'appartements, autant en ce qui concerne le froid que le bruit, contrairement à ce qu'affirme la publicité faite par les promoteurs. Les services qui délivrent les permis de bâtir devraient remédier à ces lacunes.

Le Secrétaire d'Etat répond que ce problème n'a pas échappé au Gouvernement et que seront promulguées prochainement des mesures supplémentaires visant l'amélioration de l'isolation thermique et acoustique et dont résultera une meilleure protection des habitants.

D. EXAMEN DES ARTICLES

La commission procède ensuite à l'examen des articles et de la section I f) du projet de loi contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1976, crédits « environnement ».

Aucune remarque n'a été formulée, étant donné que ces crédits portent seulement sur les frais de fonctionnement du cabinet, le secrétariat d'Etat à l'Environnement ayant actuellement une mission essentielle de coordination et d'étude.

♦♦

Il en est de même du projet de loi ajustant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1975.

VOTES

Les articles et l'ensemble des deux projets de loi ont été adoptés par 12 voix contre 6.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 18 membres présents.

Le Rapporteur,
J. SONDAG

Le Président,
A. SAINT-REMY

De Staatssecretaris kan de zienswijze van het lid inzake de nieuwe hoofdfunctie van het bos bijtreden. Hij vervolgt dat de aanpassing van het Boswetboek en van het Veldwetboek nadat die het fiat bekwamen van het Ministerieel Comité voor Vlaamse Aangelegenheden, thans onderzocht wordt door het Ministerieel Comité voor Waalse Aangelegenheden. De coördinatie achteraf, zal plaatshebben tussen de bevoegde regionale Staatssecretarissen en de Minister van Landbouw.

De Staatssecretaris merkt op dat de Minister van Justitie een ontwerp van wet heeft ingediend dat in strenge sancties voorziet tegen het achterlaten van afval in de vrije natuur.

3. Isolatie van de gebouwen

Een commissielid vestigt de aandacht op de ontoereikende isolatie van talrijke flatgebouwen, zowel tegen koude als lawaai, in strijd met wat de reklame van de projectontwikkelaars beweert. De diensten die de bouwvergunningen afgeven zouden die leemten moeten opvullen.

De Staatssecretaris antwoordt dat dit probleem de Regering niet is ontgaan en dat er binnenkort bijkomende maatregelen zullen worden uitgevaardigd ter verbetering van de warmte- en de geluidsisolatie, waardoor de bewoners beter zullen worden beschermd.

D. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

De Commissie gaat dan over tot de artikelsgewijze bespreking en tot het onderzoek van het ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1976 : kredieten « leefmilieu ».

Er werden geen opmerkingen gemaakt, daar die kredieten uitsluitend betrekking hebben op de werkingskosten van het Kabinet en het Staatssecretariaat voor Leefmilieu thans in hoofdzaak belast is met coördinatie en studie.

♦♦

Dit geldt ook voor het ontwerp van wet tot aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1975.

STEMMINGEN

De artikelen en beide ontwerpen van wet in hun geheel zijn aangenomen met 12 tegen 6 stemmen.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 18 aanwezige leden.

De Verslaggever,
J. SONDAG

De Voorzitter,
A. SAINT-REMY

ANNEXE

Dépenses concernant la politique de l'environnement émergeant aux budgets de certains départements ministériels

Les chiffres suivants pour 1975 sont fournis par le Secrétaire d'Etat.

A remarquer à ce sujet, que le terme environnement n'est pas considéré de la même façon par les différents départements.

Cet aspect est d'ailleurs examiné de plus près dans notre étude relative aux structures futures pour la politique de l'environnement.

**

Culture néerlandaise :

Restauration des monuments et édifices privés	60.000.000
Conservation des monuments et sites	300.000
Restauration des monuments et édifices classés	133.000.000

Agriculture, Administration des Eaux et Forêts :

Publications	2.000.000
Expositions	300.000
Dépenses courantes (travaux forestiers)	79.500.000
Soutien associations diverses	1.700.000
Zones d'hibernation	100.000
Subvention administratives locales	30.000.000
Achat de bois	121.500.000
Dépenses de capitaux (travaux forestiers)	41.600.000
Achat matériel	5.300.000

Affaires économiques :

Traitement des eaux usées	468.000.000
Inspection des Mines : recherche pollution atmosphérique	23.100.000

Politique scientifique :

Pollution de la mer	60.711.840
Pollution de la Sambre	3.873.685
Pollution eaux souterraines	10.761.570
Pollution de l'air	26.887.000
COST/benefit-enquête	1.527.000
Action COST 64 B	2.818.970
Gestion installation-publications	7.822.000

Education nationale :

Secteur néerlandais.

Recherche fondamentale	7.975.000
----------------------------------	-----------

BIJLAGE

Uitgaven betreffende het milieubeleid die voorkomen in de begrotingen van bepaalde ministeriële departementen

Volgende cijfers voor 1975 worden door de Staatssecretaris verstrekt.

Hierbij dient vooraf opgemerkt dat door de onderscheiden departementen het begrip leefmilieu niet op dezelfde wijze wordt benaderd.

Dit aspect wordt trouwens nader onderzocht in onze studie nopens de toekomstige structuren voor het leefmilieubeleid.

**

Nederlandse Cultuur :

Restauratie van gerangschikte privé-monumenten en -gebouwen	60.000.000
Behoud van monumenten en landschappen	300.000
Restauratie van gerangschikte burgerlijke monumenten en gebouwen	133.000.000

Landbouw, Bestuur van Waters en Bossen:

Publikaties	2.100.000
Tentoonstellingen	300.000
Lopende uitgaven (Bosbouwkundige werken)	79.500.000
Steun voor verschillende verenigingen	1.700.000
Overwinteringsgebieden	100.000
Toelage plaatselijke besturen	30.000.000
Aankoop van bossen	121.500.000
Kapitaalsuitgaven (Bosbouwkundige werken)	41.600.000
Aankoop materieel	5.300.000

Economische Zaken :

Behandeling afvalwater	468.000.000
Mijninspectie : Onderzoek luchtverontreiniging	23.100.000

Wetenschapsbeleid :

Zeeverontreiniging	60.711.840
Verontreiniging van de Sambre	3.873.685
Verontreiniging grondwater	10.761.570
Luchtverontreiniging	26.887.000
Onderzoek COST/benefits	1.527.000
Actie COST 64 B	2.818.970
Beheer installaties-publikaties	7.822.000

Nationale opvoeding :

Nederlandse sector.

Fundamenteel onderzoek	7.975.000
----------------------------------	-----------

Secteur français.		Franse sector.	
Recherche fondamentale	6.735.000	Fundamenteel onderzoek	6.735.000
Secteurs communes aux régimes français et néerlandais :		Gemeenschappelijke sector van de frans-talige en nederlandstalige regimes :	
— Recherches scientifiques :		— Wetenschappelijk onderzoek.	
I.R.M. - I.R.S.N.	2.000.000	K.M.I. - K.I.N.W.	2.000.000
Hydrobiologie	200.000	Hydrobiologie	200.000
Océanographies	600.000	Oceanografie	600.000
Bactériologie	300.000	Bacteriologie	300.000
Sédimentologie	300.000	Sedimentologie	300.000
Pédagogie	300.000	Opvoedkunde	400.000
Réserves naturelles et ornithologiques de Belgique	1.400.000	Belgische natuur- en vogelreservaten	1.400.000
Culture française :		Franse Cultuur :	
Loi 7 août 1931 conservation des monuments et sites	400.000	Wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen	400.000
Mise en valeur d'ensembles architecturaux anciens	2.000.000	Valorisatie van oude architectuurenssembles	2.000.000
Etudes scientifiques	2.000.000	Wetenschappelijke studies	2.000.000
Restauration des monuments et édifices privés classés	14.000.000	Restauratie van gerangschikte privé-monumenten en -gebouwen	14.000.000
Subsides à l'exécution des travaux et restauration de monuments et édifices civils classés	35.000.000	Toelagen voor de uitvoering van werken en restauratie van gerangschikte burgerlijke monumenten en gebouwen	35.000.000
Santé publique et Famille :		Volkgezondheid en Gezin :	
Institut d'épidémiologie hygiène	2.700.000	Instituut voor Epidemiologische Hygiëne	2.700.000
Contrôle et recherche eaux surfaces et eaux usées	5.000.000	Controle en onderzoek oppervlaktewater en afvalwater	5.000.000
Lutte contre la pollution atmosphérique	20.900.000	Strijd tegen luchtverontreiniging	20.900.000
Analyse SO ₂ dans l'atmosphère	3.000.000	Analyse SO ₂ in de lucht	3.000.000
Inspection pollution atmosphérique	20.700.000	Inspectie luchtverontreiniging	20.700.000
Etudes et construction stations d'épuration	65.000.000	Studies en bouwen van zuiveringsstations	65.000.000
Transferts destinés à la lutte contre les nuisances	1.000.000.000	Overdrachten bestemd voor hinderbestrijding	1.000.000.000
Subvention épuration des eaux	500.000.000	Toelagen waterzuivering	500.000.000
Subvention travaux exceptionnels assainissement	6.000.000	Toelagen uitzonderlijke saneringswerken	6.000.000
Construction collecteur Canal Albert eaux usées industrielles	1.270.000.000	Albertkanaal : bouwen van collector voor industrieel afvalwater	1.270.000.000
Subvention épuration eaux usées	905.000.000	Toelagen zuivering afvalwater	905.000.000
Communications :		Verkeerswezen :	
Contribution à l'O.M.C.I.	700.000	Bijdrage I.M.C.O.	700.000
Achat matériel de laboratoire en vue de définir le danger de certaines matières transportées et recherches pour la stabilité des camions citernes	500.000	Aankoop laboratoriummaterieel ten einde de gevaarlijkheid vast te stellen van sommige vervoerde stoffen en onderzoek naar de stabiliteit van de tankwagens	500.000
Lutte contre la pollution de l'eau	3.000.000	Strijd tegen waterverontreiniging	3.000.000
Lutte contre la pollution de l'air — électrification des lignes	660.000.000	Strijd tegen luchtverontreiniging — elektrificatie van de lijnen	660.000.000
Plantation dans les bres S.N.C.V.	4.000.000	Beplantingen in de stations N.M.V.B.	4.000.000
Lutte contre la pollution de l'air — contrôle tous les 3 mois du moteur — achat de bus avec des moteurs plus puissants —		Strijd tegen luchtverontreiniging — Motorcontrole om de 3 maanden — Aankoop van bussen met sterkere motoren — Strijd	

lutte contre le bruit achat de bus moins bruyants	7.000.000	tegen geluidshinder — Aankoop van min- der lawaaierige bussen	7.000.000	
Affaires étrangères :		Buitenlandse Zaken :		
Fonds de l'Environnement des Nations Unies	10.000.000	Fonds voor Leefmilieu van de V.N.	10.000.000	
Ministère de l'Intérieur (Protection civile) :		Binnenlandse Zaken (Burgerlijke bescherming) :		
Fonds d'Intervention	2.000.000	Interventiefonds	2.000.000	
Défense nationale :		Landsverdediging :		
Programme anti-pollution	8.000.000	Programma verontreinigingsbestrijding	8.000.000	
Force navale pollution de la mer	18.000.000	Zeemacht — Zeeverontreiniging	18.000.000	
Travaux d'infrastructure en faveur de l'Environnement	20.000.000	Infrastructuurwerken ten voordele leefmilieu	20.000.000	
Travaux publics		Openbare Werken		
Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire		Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening		
		Région wallonne	Région flamande	Région bruxelloise
		— Waals gewest (1)	— Vlaams gewest	— Brussels gewest
		—	—	—
Frais d'études relatifs à l'aménagement du territoire national, régional et de secteur et frais d'élaboration des plans de développement et d'aménagement qui en résultent. — Frais d'études et d'expérimentation en matière de rénova- tion urbaine. — Frais de publication de ces études et frais résultant de la mise à jour permanente des enquêtes et des plans régionaux de développement et d'aménagement et de secteur. — <i>Studiekosten betreffende de ordening van het land, van de streken, van de gewesten, alsmede kosten voor het opmaken der overeenkomstige ontwikkelings- en aanlegplannen. — Kosten voor de studies en experimenten inzake stadskernvernieuwing. — Kosten van publikaties van de studies alsmede kosten voor het voortdurend bij- werken van de onderzoeken en van de plannen voor ontwikkeling en ordening van de streken en gewesten . F</i>		41.100.000	55.000.000	10.000.000
Travaux de plantation, plantations d'essai et aménagements d'espaces verts sur les biens privés aux 6° et 7° de l'arti- cle 2 de l'arrêté royal du 28 octobre 1960. — <i>Beplantings- werken, proefaanplantingen en aanleg van groene ruimten op privé-eigendommen als bedoeld in 6° en 7° van artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1960 .</i>		500.000	1.000.000	100.000
Subsides aux administrations publiques subordonnées pour la rénovation urbaine sur des domaines privés. — <i>Toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor stadskern- vernieuwing op privé-eigendommen.</i>		—	12.000.000	35.000.000
Subsides aux pouvoirs subordonnés pour l'exécution des plans d'aménagement. — <i>Toelagen aan de ongeschikte besturen voor de uitvoering van de plannen van aanleg</i>		—	2.500.000	2.000.000

	Région wallonne — Waals gewest (1) —	Région flamande — Vlaams gewest —	Région bruxelloise — Brussels gewest —
Subsides aux administrations subordonnées pour l'acquisition d'espaces verts publics et de terrains destinés à l'aménagement d'espaces verts publics. — <i>Toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de aankoop van openbare groene ruimten en van terreinen bestemd voor de aanleg van openbare groene ruimten</i>	—	128.000.000	50.000.000
Subsides aux administrations subordonnées pour les travaux de plantation et d'aménagement d'espaces verts publics prévus à l'article 2, point 6 de l'arrêté royal du 28 octobre 1960. — <i>Toelagen aan lagere besturen voor beplantingswerken en aanleg van openbare groene ruimten overeenkomstig artikel 2, punt 6, van het koninklijk besluit van 28 oktober 1960</i>	—	1.500.000	2.000.000
Travaux de plantation, plantations d'essais et aménagement d'espaces verts publics sur les biens des administrations subordonnées prévus aux points 6 et 7 de l'article 2 de l'arrêté royal du 28 octobre 1960. — <i>Beplantingswerken, proefbeplantingen en aanleg van openbare groene ruimten op de eigendommen van lagere besturen, overeenkomstig punten 6 en 7 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1960</i>	—	6.000.000	20.000.000
Subsides aux communes, agglomérations et fédérations de communes pour l'élaboration de plans d'aménagement. — <i>Toelagen aan de gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten voor het opmaken van plannen van aanleg</i>	—	5.000.000	2.000.000
Subsides aux administrations publiques subordonnées pour la rénovation urbaine. — <i>Toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor stads-kernvernieuwing</i>	—	100.000.000	195.000.000
Acquisition d'immeubles nécessaires à la réalisation, par l'Etat, de prescriptions des plans d'aménagement régionaux, de secteur et communaux — <i>Aankoop van onroerende goederen voor de verwezenlijking, door de Staat, van voorschriften van streekplannen, gewestplannen en gemeentelijke plannen</i>	—	5.000.000	10.000.000
Acquisition de terrains pour l'aménagement d'espaces verts publics. — <i>Aankoop van gronden voor de aanleg van openbare groene ruimten</i>	—	8.000.000	64.100.000
Acquisitions en vue de la rénovation urbaine. — <i>Aankopen met het oog op stads-kernvernieuwing</i>	50.000.000 (2)	90.000.000	72.100.000
Aménagement des espaces verts publics. — <i>Aanleggen van openbare groene ruimten</i>	2.500.000	2.500.000	2.000.000

	Région wallonne — Waals gewest (1) —	Région flamande — Vlaams gewest —	Région bruxelloise — Brussels gewest —
Dépenses se rapportant à des zonings industriels en Wallonie. — <i>Uitgaven in verband met industrieterreinen in Wallo-</i> <i>nië</i>	—	—	—
Acquisitions, modernisations, aménagements, constructions, plantations, frais de toute nature relatifs à l'assainissement et à la rénovation de certains sites wallons, en ce compris, les sites charbonniers appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux associations de communes, aux aggro- mérations et fédérations de communes ou à des person- nes physiques ou morales de droit privé. — <i>Aankopen,</i> <i>modernisering, geschiktmaking, bouwwerken, beplantin-</i> <i>gen, allerhande kosten met betrekking tot de sanering en</i> <i>de vernieuwing van sommige Waalse bedrijfsvestigings-</i> <i>plaatsen, daaronder begrepen de kolenmijnemplacementen</i> <i>toebehorende aan het Rijk, de provincies, de gemeenten,</i> <i>de verenigingen van gemeenten, de agglomeraties en fede-</i> <i>raties van gemeenten, of aan natuurlijke personen of</i> <i>privaatrechtelijke rechtspersonen</i>	—	—	—
Crédit à verser au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (exécution de l'arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967) en vue de l'acquisition et de l'aména- gement de terrains industriels ainsi que de leurs voies d'accès. — Dépenses diverses, y compris celles relatives l'aménagement du parc industriel de Ghlin-Baudour dans le Borinage (ancien art. 01 01) ainsi qu'en vue de l'assai- nissement des sites charbonniers. — <i>Krediet te storten aan</i> <i>het Fonds voor economische expansie en regionale</i> <i>reconversie (uitvoering van het koninklijk besluit nr. 1</i> <i>van 18 april 1967) voor de aankoop en de aanleg van</i> <i>industrieterreinen met hun toegangswegen. — Diverse</i> <i>uitgaven, met inbegrip van die betreffende de aanleg van</i> <i>het industriepark te Ghlin-Baudour in de Borinage (oud</i> <i>art. 01.01) alsmede voor de gezondmaking van de steen-</i> <i>kolenvestigingen</i>	1.265.900.000	1.637.000.000	60.000.000

(1) Dans le projet de budget des Affaires wallonnes, l'article 63.01 (876.500.000 francs) assume le contenu des articles 51.05, 63.09, 63.10, 63.12, 63.13, 63.17, 63.21 et l'article 72.01 (45.000.000 de francs) assume le contenu des articles 71.08, 71.09.

(2) Dans le projet de budget des Affaires wallonnes, le numéro de l'article 71.10 du budget des Travaux publics est remplacé par le 71.01.

(1) In het ontwerp van begroting voor Waalse Aangelegenheden bevat artikel 63.01 (876.500.000 frank) de inhoud van de artikelen 51.05, 63.09, 63.10, 63.12, 63.13, 63.17, 63.21 en artikel 72.01 (45 miljoen frank) de inhoud van de artikelen 71.08, 71.09.

(2) In het ontwerp van begroting voor Waalse Aangelegenheden wordt het nummer van artikel 71.10 van de begroting van Openbare Werken vervangen door 71.01.